

Courte odyssée au cœur de la crise grecque d'un non-spécialiste en économie

En juin 2000, à l'âge de 18 ans, je découvre la Grèce. Le voyage se déroule sur un mois. Un tour du Péloponnèse est effectué, une boucle de Patras à Patras.

En mai 2015, je retourne en Grèce. J'y vais pour la mythologie grecque, mais c'est la réalité du présent qui me saute au visage.

Depuis 2005, depuis ma lecture du roman de Jean Giono, *Naissance de l'Odyssée*, j'ai l'(immodeste) ambition d'écrire un jour un roman basé sur des personnages d'Homère. Projet en perpétuelle élaboration, alimenté de-ci de-là selon mes lectures, avançant au gré de l'évolution de l'existence et en fonction de voyages et autres projets (littéraires, photographiques, cinématographiques). Pendant dix ans, le projet a grandi et à l'hiver 2015, je me suis dit qu'il était temps de passer quelques jours à Ithaque. Voir de mes propres yeux l'île supposée des personnages homériques : prendre des notes et filmer. Être sur place, fouler ce territoire, appréhender sa topographie. Emmagasiner le plus de sensations et de panoramas possibles. Entre les deux voyages, j'avais très peu suivi ce que l'on appelle la « crise grecque » : l'expression semblait presque abstraite. Depuis son déclenchement en 2009, je tombais parfois sur des articles, sur des reportages ou sur des émissions abordant le sujet, mais jamais je ne m'étais vraiment « penché » dessus afin de comprendre réellement ce que l'expression recouvrait. La Grèce restait surtout pour moi associée aux souvenirs de mon premier séjour et à la façon dont je souhaitais m'approprier ses mythes antiques. D'autres endroits dans le monde m'avaient alors happé (l'Asie en premier lieu).

[...] Dès la traversée de l'aéroport vers la gare, je réalise que je cherche du regard les signes de la crise économique. Des bureaux d'information touristique fermés, des lieux abandonnés, des activités éteintes, des graffitis de hargne, des yeux fatigués, désabusés par les difficultés d'un pays dont l'État cherche à faire des économies à tout prix – au sacrifice du bien-être de sa population et de l'investissement public. Je suis venu ici pour le lointain passé grec, et pourtant je scrute partout l'expression d'un présent douloureux. Je sais que je suis influencé par un court film de Pierre Carles que j'ai visionné récemment, intitulé J'ai mal à la dette, dans lequel une économiste expliquait quelles étaient les différentes régressions sociales qui avaient cours en Grèce (tous les méfaits pour la population des coupes budgétaires du gouvernement, comme du peu d'activité économique), la réapparition de maladies qui avaient été éradiquées, ou le fait de renier sur les dépenses de santé, entre autre. Elle en était même à dire que la Grèce était en train de se « tiers-mondiser ». Le terme était si fort que je l'ai gardé à l'esprit et que c'est accompagné par lui que je « lis » visuellement ce qui m'entoure depuis mon arrivée. Les devantures vides, les fenêtres cassées, les bâtiments désertés, le matériel hors d'usage, les signes du Système D, les clochards, les personnes désœuvrées, l'absence de sourires dans la rue, les terrains vagues, l'impression de tristesse, de désolation, c'est – malgré moi – ce sur quoi mes yeux se posent. Et c'est ce vers quoi le viseur de mon appareil-photo va traîner. J'ai bien conscience que c'est une vision partielle, sombre, de ce que je vois, de ce que je traverse, mais je n'arrive pas encore à en voir le côté lumineux, dynamique. Je me suis même surpris à concevoir le projet d'une série photo reflétant cette douloureuse lecture. C'est certainement injuste de ne voir que cet aspect-là. Mais c'est ce qui me saute aux yeux. À Patras aussi, l'expression de la crise est visible. On est hors-saison mais il semble n'y avoir que très peu de touristes. Les

agences de voyage paraissent désertes. Je suis entré, sous la pluie, dans l'une d'entre elles – caniche somnolant sur le pas de la porte. J'y apprendis que le prochain départ pour Ithaque en ferry n'est pas pour le lendemain, mais pour le surlendemain ! Selon mon guide de 2014, une ligne maritime effectuait le trajet chaque jour pour les Ioniennes. Mais, crise oblige donc, ce n'est plus le cas. La ligne est plus irrégulière.

Existe-t-il une autre façon d'arriver à Ithaque, demain ?

L'employée au caniche me donne le nom d'une autre ville mais sans chercher les horaires dans son ordinateur (crise oblige à nouveau, elle m'assure ne pas y avoir accès). Il continue de pleuvoir.

Extrait de mon journal de voyage en Grèce (Mai 2015)

Il m'a semblé, avec tout le doute qu'il est permis d'avoir sur ce qu'avait conservé la mémoire du jeune homme de 18 ans que j'avais été, qu'à l'époque de mon premier voyage, la Grèce n'était pas comme ça. J'avais trouvé alors, certes, que les « choses ici n'étaient pas aussi modernes qu'en France », mais ce n'était qu'une vague impression, un semblant d'intuition. Non, Patras en 2000 ne m'avait pas paru aussi désolée qu'en 2015, ne m'avait pas paru aussi mal en point. Les jours suivants ont confirmé ces premières comparaisons. Même accaparé par mon projet initial, sur l'île d'Ulysse, quelques discussions en passant avec des insulaires permettaient de saisir à quel point la crise était sur toutes les lèvres. Très rapidement, la conversation abordait le sujet, comme si parler d'autre chose semblait hors-propos. Les quelques journées supplémentaires passées sur le continent n'ont fait que renforcer cette évidence : ce pays allait mal – et ses habitants tout autant. Partout c'était les mêmes visions désolantes, les mêmes traces visibles d'une activité économique paralysée, et surtout les mêmes preuves visuelles que les conditions de vie avaient régressé. Et toujours ces panneaux à vendre, à louer, à céder. *Enoikiazetai.*

Je ressentais également une impression difficile à quantifier, à mesurer avec précision. Elle tournait autour de l'attitude des Grecs eux-mêmes, de l'expression qu'affichaient leurs visages, de ce que renvoyaient leurs regards. J'y projetais peut-être ma propre mélancolie, j'y calquais sans doute le malaise qu'en tant que voyageur je sentais vibrer en moi, toujours est-il que ce que je voyais chez la plupart des gens que je croisais tenait de la tristesse, de la dépression. Les dos me semblaient voûtés, les dispositions lasses, les sourires difficiles à s'épanouir. Encore une fois, quinze ans plus tôt, la population grecque ne m'avait pas laissé une perception aussi chancelante.

De retour en France, pendant une année, je n'ai pourtant rien fait de tous ces instantanés du présent hellénique. J'ai poursuivi la lente élaboration de mon idée initiale, demeurant dans les plaisirs de la reconstitution mythologique. Mais le début d'une collection de photographies évoquant le sujet était là. « Collection » est le terme adéquat : j'avais démarré un travail de collecte d'images. C'était là, bien là. Ce n'était qu'un début.

20 mai. *À Igoumenitsa, nous sommes les seuls passagers piétons à nous rendre dans le centre de la ville. Des chiens couchés sur les trottoirs, des pick-ups, des infrastructures trop vastes pour le peu de personnes qui les traversent, qui y circulent, des agences de voyage à l'abandon, une impression de consternation nationale, à nouveau cette sensation que la Grèce ne tourne plus, vit entre parenthèses, tant de panneaux « à céder », « à vendre » ou l'équivalent en grec. Le retour de cette évidence ressentie l'an dernier, face aux indéniables effets de la crise économique. Mon idée d'alors, née à Athènes, se réactive immédiatement, celle de prendre en photo toutes ces traces, toutes les conséquences de ce drame.*

23 mai. *Les alentours de Larissa ressemblent à ceux de n'importe quelle grande ville, avec ses usines, ses centres*

commerciaux, ses grands magasins rectangulaires, ses showrooms gigantesques. Sauf qu'ici c'est encore plus déprimant à cause des nombreuses fermetures, des halls déserts, des vitrines vides, des portes closes et des parkings inoccupés. Toute cette vision encore plus navrante que d'ordinaire m'amène à cette conclusion, émise avec le sourire : le capitalisme c'est déjà laid à la base, mais c'est encore pire quand il ne marche plus.

27 mai. Idée de roman : Sous la forme d'un journal, ce récit imaginaire raconterait le voyage dans la Grèce en crise d'un étudiant français en philosophie, gauchiste, lecteur du Monde diplomatique, le crâne rasé (excepté une petite natte à l'arrière du crâne), chemise à carreaux, jean retroussé, Doc Marten's aux pieds, lecteur de Marx et de la Beat generation, amateur de punk-rock, une sorte de « punk à chien » mais sans chien, intello qui espère la Révolution et qui vient en Grèce constater les conséquences de l'austérité, les ravages du libéralisme, l'obligation qu'a le gouvernement grec de rembourser une dette inique et grandiose. Un journal fictif. Donc un récit à la première personne.

(Pour écrire un tel roman, il faudrait lire les publications écrites sur le sujet, des articles, des livres, des reportages, et sans doute tous les articles du Monde Diplo sur ce thème).

Ce jeune homme voyage seul. Il s'ennuie le soir. Il rencontre des Grecs qui, souvent, n'aiment pas les impôts, ou tout simplement l'idée de l'impôt, ce qui le perturbe dans ses prérequis idéalistes. Il aimerait vivre une histoire d'amour. Il se balade dans la nature. Il aimerait entrer partout et interroger tout le monde sur la crise, mais il n'est pas journaliste, n'a pas de carte de presse qui légitimerait sa démarche, et surtout il ne parle pas grec. Il imaginerait tomber amoureux d'une journaliste grecque de gauche, avec qui visiter tout le pays. Ce serait la solution aux obstacles incessants qu'il rencontrerait partout, et qui le

limiteraient dans ses désirs de mieux comprendre ce que vivent les habitants de ce pays malheureux. Il se sent si limité. Il se cogne à ses propres frontières. Il va à Idomeni. Il boit des verres sur la place Exarchia. Il veut aller à une réunion de Siriza. Il aimerait rencontrer Varoufakis.

[...]

On décide, après les douches respectives, de faire un tour aux Champs-de-Mars, un parc au nord d'Exarchia. Je comprends vite que l'entretien des lieux n'est pas aussi efficace qu'en Europe de l'Ouest, par essence culturelle (pourquoi pas?) ou à cause de la crise économique (pourquoi pas?) et que l'on va assister à une galerie de « damnés de la terre » (néanmoins, il y a aussi des petits vieux et des joggers), comme des migrants et surtout des drogués. Sur un banc, une femme s'envoie sa dose de crack à l'aide d'une petite pipe et d'un papier d'aluminium. Deux autres, au milieu d'une allée, s'inspectent mutuellement la dentition. Entre autres exemples de la faune urbaine déglinguée. On sort assez vite, on rejoint un autre parc, plus petit. Plus loin, le musée national donne l'impression d'être investi librement par qui le veut. Des jeunes boivent une bière sur les marches, des étrangers de l'autre bout du monde traînent, c'est comme si le bâtiment n'avait plus sa fonction logique de musée, comme si la fin de l'ordre dit « civilisé » avait eu lieu. Les chocs de la capitale d'une nation méditerranéenne endettée.

Extraits de mon journal de voyage en Grèce (Mai 2016)

En revenant après dix jours, je classe mes images, je commence à écrire un premier texte, je constitue un dossier. Mais je sais avoir encore besoin de recul. Je ressens également le besoin de me nourrir de livres et de films qui me feront comprendre ce qui se joue là-bas : pour quelles raisons ce pays magnifique en est-il arrivé là ? Et surtout pour quelles raisons la crise continue, que rien ne semble-t-il s'améliorer vraiment ?

Mais repartons quelques instants en arrière : pourquoi ai-je été aussi touché par la mauvaise situation actuelle des Grecs ? Touché au point de concevoir ce projet ?

Le pays n'avait pas été choisi par hasard en 2000. C'était mon premier grand voyage à l'étranger, sans « chaperonage » parental. La décision d'effectuer cette expérience là-bas plutôt qu'ailleurs ne s'était pas jouée aux dés. Depuis l'enfance, j'avais une attirance particulière pour ce pays. On pourrait supposer qu'elle serait liée à de possibles origines familiales grecques : absolument pas. Du plus loin où remonter dans l'arbre généalogique de ma famille, le périmètre a été limité à la France. On pourrait alors faire l'hypothèse qu'un voyage effectué plus jeune en Grèce avec mes parents m'aurait laissé une si forte impression qu'une connexion particulière se serait établie dans ma mémoire infantile: malheureusement, là aussi, le périmètre où mes parents passaient leurs congés est resté restreint. Non, rien dans ma vie réelle, concrète, n'a eu de rapport avec ce pays jusqu'à mes 18 ans. La vérité, c'est que tout s'est joué, comme souvent parmi les personnes de ma génération, avec la culture populaire : en regardant la télévision, en lisant une bande-dessinée et en visionnant un film en vidéo.

Ulysse 31 avait beau se dérouler dans l'Espace, ce dessin animé japonais diffusé en France dans les années 80 du siècle dernier, n'en mettait pas moins en scène des personnages d'Homère. Donc des héros grecs. J'avoue ne pas avoir su à l'époque de qui ils étaient inspirés, et puis on (un grand, un adulte) a dû m'expliquer de quelles histoires, de quelles légendes ils provenaient. Cet Ulysse perdu dans un univers intergalactique, errant avec son fils Télémaque et d'autres personnages secondaires à bord d'un vaisseau spatial, n'était donc pas ainsi au départ ? Il s'agissait à la base d'un récit puisé dans la mythologie grecque ? L'information est semble-t-il restée gravée dans mon esprit.

La bande dessinée, elle, traînait dans la petite bibliothèque familiale et changeait radicalement des séries franco-belges que je dévorais habituellement. *Ulysse* de Jacques Lob et Georges Pichard, adaptation comme il se doit de la seconde partie des épopées homériques, mêlait l'érotisme à la science-fiction. Homère était lui-même un des personnages, un poète aveugle qui errait sur la mer avec son héros, de tempêtes colériques en rencontres improbables. L'Olympe des Dieux se trouvait dans une station futuriste au sommet d'une montagne. Les femmes, Athéna, Circé, Calypso, Pénélope étaient somptueuses, plantureuses... et souvent dénudées. Les auteurs avaient pris l'heureuse liberté de mélanger les genres dans une tonalité très post-1968.

Indéniablement, le début du film de Luc Besson, *Le Grand bleu*, se déroulant en Grèce, a contribué à alimenter cette attirance. Dans la vidéothèque familiale, une copie VHS de la version longue était disponible. J'adorais m'immerger dans le noir et blanc de cette introduction cinématographique. Sans doute par désir d'identification au jeune héros, mais aussi par goût pour les paysages incroyables que le cinéaste avait su capter à l'écran : les falaises à pic, les brillances créées par le soleil à la surface de la Méditerranée, le versant des côtes submergé sous la surface de la mer, les eaux translucides du port où miroite une pièce dorée, la petite maison isolée où vivent Jacques et son père. Je me rappelle aussi ma silencieuse perplexité face à l'étrange curé tout en noir et en longue barbe qui discute à un moment avec le « petit Français », bien différent des hommes d'église que je pouvais voir dans mon existence française - silencieuse car bizarrement je n'avais pas brisé mon ignorance envers cette allure exotique en questionnant mes parents à ce sujet. Malgré l'absence de couleurs à l'image, il me semblait évident que tous les plans en étaient pleins, de couleurs. De la même façon, ils étaient lumineux, intenses, éblouissants de beauté, c'était une certitude. J'avais l'envie

fantasmée de plonger moi aussi là-bas, de donner à manger à des congres sortant de leurs petites cavités, tout en comprenant que la vie sous-marine comportait des risques qui pouvaient s'avérer fatals (le père du petit Jacques meurt lors d'une de ses plongées quotidiennes). J'avais très envie d'aller un jour voir tout cela en vrai.

Je mesure bien là que ces trois références ne sont pas très « orthodoxes ». C'est ainsi, je ne vais pas modifier mon passé et faire croire que c'est par les études de Jacqueline de Romilly, celles de Jean-Pierre Vernant ou par les œuvres de Platon que mon inclination pour la Grèce est née.

D'autres sources sont venues ensuite façonner mon hellénisme : de façon assez classique, un ouvrage de vulgarisation sur la religion polythéiste grecque m'y a bien aidé ; les quelques lignes marquantes de *La chute* d'Albert Camus, roman étudié au lycée, qui évoque l'archipel grec à la manière d'un paradis perdu, réclamant pour y accéder des « cœurs purs » : « L'air y est chaste, la mer et la jouissance claires » ; le fait que Jim Morrison avait pour modèle Dionysos, le Dieu du vin ; le personnage de Socrate, découvert pendant mes cours de Philosophie en Terminale, que j'aimais imaginer arpenter l'Athènes de l'Antiquité et discuter avec des passants pour les faire « accoucher » de réflexions allant au-delà des idées reçues ; Ou encore la figure inspirante d'un Byron partant libéré la Grèce du joug Ottoman (je n'avais rien lu de cet auteur, je ne savais presque rien de son expérience hellénique non plus, mais il me suffisait d'imaginer un Anglais passionné aux cheveux longs, poète de surcroît, tentant par sa fougue et son charisme d'aider tout un peuple à accéder à l'indépendance, pour gagner mon adhésion. Ma propension au fantasme comblait le reste ; j'aurais eu envie d'être Byron. Partir d'une Angleterre grise et d'un monde trop connu pour des rivages grecs baignés de soleil où une noble mission l'attendait. En voilà une vie rêvée pour un jeune romantique plein de rêves d'ailleurs et d'azur.)

Décider de voyager en Grèce pour mon premier séjour « indépendant » en 2000 découlait donc de tous ces petits ruisseaux dont le flot s'était conjugué pour me permettre de me laisser glisser à sa surface. En regardant la liste d'ouvrages que suggérait le guide de voyage que j'avais acheté avant de partir, la saveur qui s'ouvrait en moi en lisant ces deux mots accouplés ensemble, « l'été » « grec », était déjà, en soi, intense et épanouissante.

Pour toutes ces raisons, la situation actuelle de la Grèce m'a touché en y retournant quinze années plus tard. Et un an après, mon second voyage n'a pas du tout fait disparaître ce sentiment. Cette crise là-bas m'a ému, et m'émeut encore. Elle me scandalise également. Les Grecs, comme tous les peuples européens, ne devraient pas se retrouver englués dans la dépression économique et sociale. Pas à notre époque, pas dans le cadre de ce qu'aurait pu être la construction européenne (mais ce qu'elle n'a jamais été : un rempart contre la mondialisation libérale).

Bien sûr, ce pays regorge de beauté, de paysages sublimes, d'une mer si bleue qu'elle coupe le souffle, de plages qui aimantent les corps, d'une nourriture délicieuse, de sites antiques passionnants et parmi sa population, on trouve souvent des gens charmants. Tout cela est vrai. Mais ce que décrit la liste des traces de la crise économique, dressée dans mes journaux de voyage, l'est malheureusement tout autant.

Quand on voyage un certain temps dans ce pays, c'est cette dualité qui frappe. Une distinction s'opère immédiatement dans l'esprit du voyageur. Il y a toute la beauté, l'Histoire et la douceur d'un côté, et de l'autre les signes innombrables d'une économie qui peine, qui tourne mal, ou si peu, et qui fait souffrir toute une société assurément. Les méfaits de ce que l'on nomme la « crise » sont tellement présents, tellement visibles, partout dans

le pays, qu'ils frappent le regard, et attirent instantanément l'appareil-photo.

Il m'a pourtant fallu encore du temps, un peu moins de deux ans, pour prendre à bras-le-corps le sujet. Ce n'est qu'au printemps 2018 que j'ai pris la décision de faire l'effort de me plonger dans le grand bain de la littérature consacrée à la crise.

Et ce faisant, en m'intéressant de près à la société des Grecs depuis 2009, je me suis généralement confronté, et pour faire simple, à deux visions différentes : la première vient des journalistes et des intellectuels placés sur l'échiquier politique à droite, au centre et à la gauche tendance sociale-démocrate. La seconde est portée par des gens qui se situent clairement à gauche et à l'extrême-gauche.

La première se concentre beaucoup sur les causes de la crise.

La seconde sur les conséquences.

C'est bien évidemment une catégorisation générale et volontairement simple, n'avais-je pas prévenu quelques lignes plus haut ?

En tant que photographe, ce sur quoi j'avais pointé là-bas mon objectif relevait indéniablement des incidences. Et pourtant, ayant aussi le besoin d'écrire et de réfléchir sur ce projet, mon envie de compréhension a été incapable de s'arrêter là. Je ne veux pas seulement comprendre ce qui se passe, mais comprendre ce qui s'est passé. Ce qui a eu lieu avant. D'où proviennent les effets néfastes -visuels, bien réels- que j'ai eus sous les yeux en 2015 et 2016 et que je me suis efforcé de capter par la photographie ? De quoi tout ce malheur que j'ai vu et ressenti dans les décors comme sur les visages là-bas tire-t-il son origine ?

Eh bien, il n'a pas été simple d'y répondre.

Et si ça a été tant compliqué de démêler ce que deux économistes ont surnommé dans un article « l'imbroglia grec »,

c'est notamment parce je manque de compétences en lecture économique du monde. J'ai choisi la filière littéraire au lycée, première décision scolaire qui m'a d'emblée exclu de tout enseignement économique et social de base. Cela paraît dérisoire, mais cette simple orientation a eu des répercussions sur mon regard porté sur la société. Du capitalisme, c'est essentiellement en lisant à 17 ans *Le Manifeste du parti communiste* de Marx que je m'en suis fait une petite idée – et sans faire injure à cette philosophie politique, une idée tout à la fois actuelle et un peu datée. C'est donc en simple citoyen autodidacte, surtout passionné de littérature, de cinéma et de photographie, en glanant dans des romans et des films des éléments de cet ordre, que j'ai aussi progressivement inclus une dimension économique à ma compréhension du monde tel qu'il va.

J'ai donc tenté d'être méthodique dans mon approche. Lire des articles synthétiques et prendre des notes encore plus synthétiques m'y ont aidé. De plus, me plonger dans des courts papiers dans des quotidiens ou des magazines offrant des exemples plus précis sur tel ou tel secteur de l'économie grecque a été d'une grande assistance. J'ai ensuite élargi le spectre en dressant la liste des ouvrages publiés en français sur la question. De ces derniers, j'ai lu pêle-mêle : *La Grèce fantôme* de Panagiotis Grigoriou (Fayard, 2013), *On achève bien les Grecs : chroniques de l'Euro 2015* de Frédéric Lordon (Les liens qui libèrent, 2015), *La grande régression : la Grèce et l'avenir de l'Europe* de Noëlle Burgi (Le Bord de l'eau, 2014), *Visages de la crise* de Angélique Kourounis (Buchen Chastel, 2016), *La méthode grecque : Survivre à la crise* de Alexia Kefalas (La Martinière, 2013). J'ai également lu les dossiers centraux des revues *Le débat* (n°171, octobre 2012) et *Les temps modernes* (N°673, mai 2013) dédiés à notre sujet.

Je l'avoue sans embarras, oui : la difficulté a été grande. Je suis surtout un amateur (passionné) de récits, d'histoires,

d'intrigues. J'aime les textes littéraires mettant en scène des personnages dont on peut suivre le parcours ou le quotidien. Ni un essai, ni un pamphlet, ni un long reportage, ni même un documentaire (dans sa version livresque) ne m'offrent le même plaisir qu'un roman ou une autobiographie. Finalement, ce sont les polars de Petros Markaris qui m'ont permis de conjuguer savoirs en ce domaine et jubilation de lecture. Néanmoins, j'ai persévéré dans ma démarche et je crois m'être constitué une image assez précise, pour moi, de ce nœud difficile à démêler qu'est (qu'a été?) la « crise grecque ».

Durant le printemps et l'été 2018, de toutes ces lectures, au milieu de toutes les notes que j'ai pu prendre, me sont venues plusieurs réflexions toutes personnelles :

1) Alors qu'en voyageant là-bas les deux dernières fois, j'ai tourné tout autant mon objectif que mon regard sur les conséquences de la crise, et plus particulièrement sur celles dues à l'austérité économique (concrètement à ce gel intense et imposé de l'investissement public dans l'économie), adoptant naturellement ou culturellement (je ne saurais dire) un positionnement politique à la fois anticapitaliste et sévère à l'encontre du FMI et de l'UE, je me rends compte ces dernières semaines que mon appréciation du sujet s'est déplacée. Ou plutôt – j'ai envie d'y croire comme on applique un baume caressant et parfumé sur son propre corps – s'est enrichie, s'est approfondie. Mon envie d'aller comprendre aussi ce qui s'est passé avant en Grèce, comprendre pour quelles raisons, en 2009, les marchés financiers n'ont plus voulu lui prêter d'argent, est tellement satisfaite que je réalise que c'est finalement ce qui m'intéresse le plus. Oui, l'avant. Plus précisément, je suis en mesure d'affirmer que, déjà convaincu par l'idée certaine que la plupart des réformes exigées par la Troïka ont été néfastes (malgré le semblant d'embellie actuelle) et que les grands de ce monde ont fait de ce pays un « laboratoire » sur lequel tester une cure libérale, je ne trouve plus grand intérêt à lire des textes avec lesquels je suis

d'emblée en accord. Ça donnerait plus de vigueur à l'eau de mon moulin intellectuel, certes, et je l'ai tout de même fait, mais ça m'ennuie quelque peu. C'est pourquoi j'ai adoré le documentaire – télévisuel et donc standardisé – d'Olivier Toscer, *La Crise Grecque - Une Faillite Européenne* (2013), car il m'a appris beaucoup de ce que je ne savais pas du tout. C'est pourquoi j'ai tant apprécié la lecture du livre journalistique de Alexia Kefalas, *Survivre à la crise : la méthode grecque* (2013), car une part importante de son travail se concentre sur la Grèce d'avant la crise. Et c'est pourquoi, à nouveau, j'ai été ébloui – oui, ébloui – en dévorant et en annotant l'article de Sophia Mappa, « L'Europe et la Grèce » publié dans la revue *Le débat* n°171 (2012). Là, c'est autre chose, c'est d'un autre niveau. Les deux œuvres précédemment citées ne font démarrer la plupart de leurs explications qu'à la chute de la dictature des colonels (1974), Sophia Mappa, elle, fait commencer son analyse à l'empire Byzantin ! J'ai énormément aimé son introduction qui consiste à déclarer que la plupart des démarches des penseurs de la crise grecque sont superficielles, et binaires, et que si l'on veut véritablement, véritablement oui, comprendre ce qui se passe aujourd'hui en Grèce, et y dénicher la source, il faut s'emparer d'une pioche bien plus large et creuser la terre de son sujet bien plus profondément. C'est un travail d'historienne et d'anthropologue qu'elle a fourni ici afin de répondre à cette question : en quoi la Grèce était-elle en grande partie étrangère aux mécanismes, aux imaginaires et aux pratiques sociales des pays occidentaux libéraux ? (y répondre lui a semblé un préalable pour comprendre pourquoi la Grèce s'est tant endettée). C'est grâce à ces trois analyses que j'ai mieux compris le monde grec de l'avant-crise. Ce monde du passé passionnant à appréhender qui vient toujours éclairer le tragique morose du présent à saisir.

2) Et pourtant, malgré le plaisir ressenti à m'abreuver laborieusement de ces publications à forte dimension économique dédiées à la crise grecque, j'ai aussi connu une certaine forme de désenchantement. J'aurais sans doute préféré ne rien savoir des

défauts des Grecs – élite, peuple, État mêlés. J'aurais préféré conserver une vision idéalisée, fantasmée, partielle, inaltérée des Grecs. Demeurer dans une bulle fragmentaire basée sur mon heureuse ignorance. Rester dans la facilité. Une facilité choisie, un confort délibéré, consistant à adopter un avis arrêté, une opinion bien tranchée et surtout bien commode, et ne jamais aller plus loin. Surtout ne pas se renseigner davantage. Ne pas fouiller. Adopter quelques lignes de catéchisme sans jamais vérifier leur conformité à ce réel toujours plus complexe, plus contradictoire qu'on l'espère, ou qu'on voudrait le croire. Je ne devrais plus être surpris avec le temps. Cela m'est arrivé un grand nombre de fois. Ouvrir plus grande une porte et perdre quelques illusions en regardant vraiment ce qu'elle dissimulait. C'est assez banal finalement – tout le monde pourrait se raconter le cours de sa vie selon cet angle. On aurait tous préféré rester enfant, non ? Innocence, insouciance, conscience restreinte, confortable douceur, absence de responsabilités, jeux infantiles et puérils, petit paradis plein à craquer de fausses vérités, de contresens, d'imaginations au pouvoir, de croyances surréalistes, de contes de fées ou d'erreurs bienheureuses. Ne voir les Grecs que comme des victimes était un doux rêve. Ne les considérer que comme les proies sans défense d'un capitalisme cruel, de partenaires impitoyables, de méchantes agences de notation ou d'une finance crapuleuse confortait à la fois mon indulgence et mon attirance pour ce pays. Je n'avais finalement aucune envie d'en connaître les mauvais côtés, le versant négatif, les faiblesses et la bêtise aussi parfois. J'aimais tellement la Grèce à travers le peu que je savais d'elle, qu'à force d'en apprendre les aspects les moins glorieux, j'ai quelque peu déchanté. Mon esprit s'est nettoyé des comptines naïves et nostalgiques avec lesquelles je le berçais. Et ce type de nettoyage, c'est connu, ça picote, ça démange et ça brûle. Mon enthousiasme s'est retrouvé un peu douché. Comment les Grecs en sont-ils arrivés là ? En partie parce qu'ils avaient des défauts que j'aurais préféré ne pas regarder en face.

3) Malgré cette petite douche froide, il m'est arrivé aussi de me poser une question provocatrice : et si tous ces défauts ne faisaient-ils pas, étonnamment, selon une logique inversée, étrange même, leurs qualités, justement, aux Grecs ? Oui, j'ai pris le contre-pied du convenable avec une bonne dose de second degré et de mauvaise foi. Au fond, puisqu'il y en a si peu, les usines n'ont pas enlaidi leurs paysages magnifiques, stupéfiants de beauté. Les exploitations agricoles, type fermes des mille vaches ou immenses champs céréaliers, n'ont pas non plus gâché leurs majestueux panoramas. Les acquis sociaux des travailleurs, du public mais aussi du privé, ne leur ont-ils pas permis finalement de conserver un « bon » état d'esprit au travail comme au dehors : relax, détendu ? Le sentiment d'être protégés par ses élus, d'être choyés par ses syndicats, d'être « couverts » par ses partis, ce que d'autres appellent le « clientélisme », n'était-il pas, en fond de compte, le secret de leur légendaire bonne humeur ? Cette attitude disponible, cool, cette capacité à profiter de la vie, à ne pas céder à la compétition qui mine les rapports sociaux et humains, ne venaient-elles pas justement de leurs mauvais penchants « structurels » ? Le fait de travailler au noir, ou de dissimuler une partie de ses revenus, ou de réussir à les transférer à l'étranger, n'était-il pas le moyen d'être heureux, tout simplement ? Est-ce que ce n'est pas un grand plaisir dans l'existence de parvenir à ne pas s'acquitter de ses dettes ou à mentir à ses amis sans se faire pincer ? Les petits domaines familiaux non déclarés, les chambres louées chez soi aux touristes de passage, cette souplesse dans la rigueur professionnelle, la certitude que tout finira par s'arranger à l'amiable ou grâce à une relation bien placée, tout cela ne constituait-il pas, en définitive, les recettes d'une vie en société réussie, épanouie – et enviée ?

4) Quand j'apprends que la Grèce a très tôt choisi (à cause de ses « soubassements anthropologiques » d'après Sophia Mappa) la consommation plutôt que la production, je relève la tête de la revue ou du livre que je suis en train de lire, mes yeux se fichent

dans le vague de la rêverie, mon esprit s'évade vers mon propre environnement, à savoir la France, et je me fais cette réflexion sans doute par trop définitive mais non moins sincère : « un pays qui ne produit pas assez n'est pas un pays vraiment libre ». Ce n'est sans doute pas une pensée inédite, ni même d'une folle originalité, mais c'est ainsi que l'idée est tournée dans mon fort intérieur. Un pays qui importe plus qu'il n'exporte ne peut pas être indépendant. Voilà pourquoi, en France, les délocalisations vers d'autres pays ou l'abandon progressif de plusieurs secteurs industriels, sans aucun remplacement, peut conduire le pays à la faillite. En tout cas, elles nous ont conduits à la dépendance vis-à-vis de nos créanciers. L'économie française semble, sur son sol, perdre beaucoup de marchés. On ne produit plus tout ce que l'on achète, on ne fabrique plus tout ce que l'on utilise chez soi. S'il ne fallait consommer que des produits usinés localement, on vivrait chichement, dans une certaine forme d'ascèse, à l'ancienne, privé de nombreux outils modernes. On ne serait plus à la mode, à la page. Alors j'en conclus que chaque société devrait recommencer à fabriquer sur son territoire une bonne part des objets que sa population utilise au quotidien. Pour autant je me fais cette conclusion sans bien savoir si c'est possible dans les faits, ni comment y parvenir, ni si ce n'est pas très naïf de ma part de l'envisager. Et je "sur-conclus" que, pour y parvenir, sans doute devrait-on adopter une façon de consommer plus sobre (d'une sobriété heureuse?).

5) Quand, d'autre part, je lis que la corruption était élevée en Grèce avant la crise, si on la comparait à celle qui existait chez ses partenaires de l'Union européenne, ne comparons que ce qui est comparable, je me mets, sur ce même mode rêveur que j'adopte souvent, sans même le vouloir, à réfléchir sur la notion de probité. Une notion qui n'est pas seulement circonscrite au seul domaine de la morale, mais qui est également liée à l'économie. Comment développe-t-on chez les membres d'une société, chez ses citoyens, – ou plutôt comment ne dégrade-t-on pas – la probité, l'intégrité,

l'honnêteté, la justice, l'équité ? (j'ai bien conscience que la question ressemble au sujet d'un bac philo)

Tout d'abord, par l'exemple : si les membres de l'élite dirigeante d'une société, les entrepreneurs, les hauts-fonctionnaires, les pontes des médias et les professions libérales, ne trichent pas, ne dévient jamais les règles mises en place, ne profitent pas de leur position avantageuse pour s'enrichir à des fins personnelles, ils montrent le bon exemple. Ils peuvent même devenir des modèles auxquels se fier.

Mais avant cela, il convient d'établir des règles justes. Un système qui instaure un ensemble de règlements de bon fonctionnement basé sur l'intérêt général, le long terme, la pérennité, la justice, l'égalité est un prérequis pour la naissance, la continuité et la transmission de cette valeur qu'est la probité.

De même, il est nécessaire que les inégalités sociales ne soient pas grandes, ou plutôt qu'elles soient minces, tenues, peu creusées. Que ceux ou celles qui gagnent moins d'argent ne soient pas empêchés d'avoir une vie correcte, des conditions de vie dignes. Il paraît nécessaire qu'il y ait une grande classe moyenne ; une bonne redistribution des richesses ; une faible différence de revenus entre les cadres et les employés, ou entre la direction et ses salariés, ou entre le médecin et ses patients, en somme entre ceux qui possèdent, dirigent et encadrent et ceux qui suivent les directives.

Par ailleurs, il me paraît inévitable que tous les citoyens, qui le souhaitent et qui en ont les capacités, soient certains de pouvoir accéder à la gouvernance à leur tour. Il faut qu'ils soient sûrs de pouvoir atteindre les bons postes, les bons salaires, les responsabilités intéressantes en récompense de leurs compétences, de leurs expériences, de leurs diplômes, de leur force de travail ou de leur sens de l'effort et de la pertinence. Car si les meilleures places, les meilleures écoles, ne sont réservées, ne sont captées, que par les proches des membres de l'élite en place ou par les héritiers des actuels décideurs, s'il n'y a pas d'ascenseur social qui monte en fonction des règles justes précédemment établies dont nous parlions, alors toute promotion de la probité est vaine.

C'est également une affaire de bonne utilisation de l'impôt : des services publics pour tous, efficaces et durables, accessibles partout, faciles à utiliser : un hôpital de proximité, à la pointe de la technologie, qui possède les moyens humains et techniques suffisants pour soigner TOUT LE MONDE avec les meilleurs résultats possibles. Des transports peu onéreux qui vont partout. Des organismes sociaux qui pallient les difficultés financières des plus démunis : aides au logement, garants publics, centres d'hébergement, assistance aux nouveaux parents, bourses d'études, parmi tant d'autres exemples. Une politique culturelle qui donne sa chance d'exister aux œuvres qui ne peuvent pas être facilement financées. Et surtout une bonne école publique : être sûr que dans un établissement d'enseignement public, les élèves aient les mêmes bonnes conditions d'éducation que dans le privé.

Enfin, et là on rejoint la morale à laquelle on relie un peu trop exclusivement cette notion, il semble essentiel que chacun puisse, très tôt, chez soi et ailleurs, apprendre la probité. Instruire les jeunes, et tout au long de la vie, sur ce qu'est une attitude honnête, intègre. Enseigner à ne pas voler, ne pas tricher, ne pas dissimuler, ne pas agir égoïstement.

6) Quand je lis, par ailleurs, sous la plume d'Angélique Kourounis dans *Politis*, citant des chiffres d'Eurostat, que 51% des jeunes gens âgés de 25 à 34 ans vivent encore chez leurs parents, je me compare immédiatement à eux. Un chiffre cesse de n'être qu'un chiffre quand on tente de lui redonner une humanité. Par identification pour ces personnes d'une tranche d'âge que j'ai récemment quittée, j'essaye de rendre corps à cette donnée. 51%... 51%!? Mais... mais... c'est la moitié des jeunes Grecs qui habitent encore chez papa et maman ! Alors bien sûr, on me dira avec raison que la Grèce se situe dans le monde Méditerranéen, les clichés ont la vie dure et il est fort probable que même sans la crise, le nombre de jeunes adultes restant dans le giron familial soit plus élevé qu'en Scandinavie ou dans le monde Anglo-saxon. Mais il est évident que, dans ce contexte, ce n'est pas un phénomène à la

"Tanguy" dont souffrent les jeunes concernés. Ce n'est pas uniquement pour le plaisir d'être dorlotés par leur maman, de se sentir protégés par leur papa, de ne pas faire la cuisine, d'éviter de ranger sa chambre, d'utiliser la voiture parentale pour sortir le soir que la moitié (la MOITIÉ!) des jeunes adultes là-bas n'habitent pas ou plus leur propre logement. S'ils ne mènent pas une vie indépendante, alors qu'ils le devraient à notre époque, alors que c'est le cas dans tous les pays développés aujourd'hui, alors que c'est le sens de l'Histoire des mœurs européennes, c'est évidemment une conséquence de la crise et de son aggravation par les politiques d'austérité. Finalement, pour offrir de la chair à ce chiffre, il suffit de se rappeler le plaisir que l'on ressent intimement, que l'on éprouve concrètement, alors même qu'il se mêle parfois à une certaine crainte et s'accompagne souvent d'une solitude nouvelle, quand, ayant dépassé un certain âge, on loue enfin son propre logement. Hors du nid habituel, hors du nid de l'enfance, on n'a plus besoin de passer dans le salon pour accéder à sa chambre, on n'a plus besoin de partager la salle de bain avec ses parents, on n'a plus à demander leur permission, plus ou moins consentie, on s'en fiche désormais : on invite qui l'on veut chez soi. Oui chez soi.

7) Le mensonge. Peut-être que tout est parti de là. La cure d'austérité imposée à la Grèce ressemble à une punition. Certains affirment qu'elle l'est, d'autres sont plus prudents. Ça y ressemble pourtant. Elle a l'atour psychologique d'une vengeance. C'est en discutant de ce projet photographique avec différentes personnes rencontrées de-ci de-là dans mon entourage, des ami(e)s d'ami(e)s en général, des collègues quelquefois, que j'en arrive à cette réflexion politico-psychologique. Parmi ces concitoyens s'en trouvent quelques-uns pour brandir assez vite le « mensonge grec » dans la conversation. Ils affirment, très convaincus d'eux-mêmes sur ce point, qu'il était « normal » que les Grecs aient eu à faire (et continuent de faire) autant d'efforts en échange de notre aide (rectification : de nos prêts). Pourquoi ? Parce qu'ils ont menti

pendant des années. Il serait sans doute là le nœud du problème : le mensonge. Celui des gouvernements grecs qui se sont succédé au pouvoir depuis les années 1990. Celui que le gouvernement Papandreou arrivé aux manettes en 2009 a dénoncé ouvertement. Il serait là le déclencheur, la grande faute impardonnable. Le « point Godwin » qu'il ne fallait apparemment pas franchir. Le mensonge est établi, il n'est pas question ici de le remettre en cause. Les gouvernements grecs ont maquillé leurs comptes budgétaires et présenté de faux chiffres à plusieurs entités : leur peuple, les partenaires de l'Union européenne et les marchés financiers. Ils ont également fait disparaître une partie de la dette du pays en utilisant des méthodes mises en place par la banque Goldman Sachs. Leur objectif était de faire croire à tous que l'économie grecque était bonne, que la croissance était élevée et que les comptes publics étaient à l'équilibre. Ça leur permettait de continuer à emprunter de l'argent à des taux supportables. Ça leur a aussi permis d'entrer dans la zone Euro en même temps que nous. C'est donc d'avoir découvert la vérité (le pot-aux-roses!) qui aurait tout rompu. Ce serait la cause première qui servirait à justifier une telle cure libérale. C'est ce que les gens que j'ai mentionnés disent en substance : il ne fallait pas mentir. Ça ne se fait pas. Ce n'est pas moral. Et donc en toute logique, une telle imprudence immorale se devait d'être punie. Je peux même imaginer la stupéfaction des grands de ce monde (les acteurs du Marché financier) et de leurs fidèles alliés (les gouvernements qui prônent l'austérité et le libéralisme) suite aux révélations de Papandreou en 2009. Le choc, le sentiment d'avoir été floués, quelque chose comme une intégrité héritée des principes anglo-saxons et protestants qui aurait été percutée de plein fouet... et immédiatement, très vite, le désir de se venger, de ne faire désormais plus aucun cadeau à ce petit pays qui se permettait jusqu'à présent de leur mentir. Nous nous serions vengés car personne ne doit nous mentir. Nous, le cœur de l'Union européenne. Nous, les puissants. Falsifier des chiffres ? La faute était trop grave.

Alors, certes, admettons la gravité du mensonge, seulement posons-nous, posons-leur, cette question : fait-on payer tout un peuple pour des méfaits commis par ses gouvernements ? D'un forfait dont il est également la victime, doit-on le considérer comme co-responsable, ce peuple ?

10 septembre. [...] *Dans une rue de Metaxourgeío, je réalise que s'y succède une armada de magasins de textile chinois et de boutiques de motos (et des accessoires de moto qui vont avec), et qu'y zonent, qu'y traînent, silhouettes fantomatiques, sombres démarches dégingandées, de nombreux sans-domiciles-fixes. Des Chinois, des bikers et des SDF, voilà à peu près de quoi est constituée la population de deux ou trois blocs d'immeubles que je longe – immeubles semblant former une sorte de cité délabrée. Des tentes de camping de fortune le long des pylônes soutenant des arcanes sont dressées, et là j'avise les membres d'une association humanitaire grecque installés près d'une église. Un petit camion blanc, les logos de l'association et une table dépliée sur laquelle sont posés des kits pour les toxicomanes. Des seringues propres pour se droguer sans risque d'être contaminé par des maladies. Des tests HIV. J'aborde un de ces humanitaires. Il m'explique leurs missions ici, dans ce quartier miné par la pauvreté et les drogues dures. Je le lance sur l'état actuel de l'économie grecque : il est très sceptique sur sa réelle amélioration, si ce n'est sans espoir. Tout du moins pour le long terme. Mais la « petite musique de la fin de la crise » que l'on entend désormais ? Il pense que certains veulent faire croire que la situation s'améliore, mais ce n'est pas vrai. Mais la communication du premier ministre Tsipras, alors ? Il est doué pour la parole, me dit-il, et c'est ce dont il veut nous convaincre, mais c'est faux. On croit que le coût de la vie est peu élevé ici, mais non, car comparé au bas niveau des salaires et des retraites, avec tous les impôts qu'il y a à payer, tout est très cher. Ce n'est pas du tout équilibré. Il n'y a pas de quoi se réjouir, conclut-il.*

11 septembre. Athènes peut foutre le bourdon. Au-delà de ma solitude actuelle de voyageur-photographe, et de la mélancolie qui en découle, de la perte d'énergie qui en résulte, qui relèvent de mes propres affaires, je me rends compte que cette grande ville est loin d'être agréable. Enfin, pas forcément agréable. Sans doute parce que je pointe sans cesse mon objectif vers ce qui ne tourne pas rond – vers tous ces magasins fermés – si nombreux que ça finit par en devenir déprimant. Les SDF, les pancartes Enoikiazetai. Je suis venu pour cela, pourquoi me plaindre ?

D'ailleurs, avant la crise, il y avait-il déjà un grand turn-over dans l'achat, la location, la vente des boutiques athéniennes ou étaient-elles toutes ouvertes, en fonctionnement, et ce ne serait qu'à partir de 2009/2010 qu'elles ont été fermées les unes après les autres ? Je ne sais pas. Il faudrait demander à des habitants qui connaissent les anciens propriétaires des boutiques fermées en question. Les voisins de ces locaux commerciaux vides cherchant repreneurs doivent savoir leur passé, leur vie antérieure : qui les occupait, ce qu'on y vendait, etc ? »

12 septembre. Angélique Kourounis me certifie que tous les magasins aujourd'hui fermés, ornés de la pancarte Enoikiazetai, étaient autrefois ouverts, que c'est un des nombreux effets de la crise économique. De la baisse des salaires et des retraites. Donc de la baisse drastique du pouvoir d'achat des grecs. Je ne sais pas si toutes ces fermetures ont eu lieu très rapidement, si elles se sont effectuées en très peu de temps. Le problème des investissements actuels, du retour des investissements dans l'économie grecque, c'est qu'ils appartiennent à la nouvelle économie – celle qui ne crée pas autant d'emplois que l'ancienne.

[...]

Marina Rafenberg, elle, m'explique que dans les années 2000, déjà, le centre-ville de la capitale avait été fui par ses habitants.

Le trafic de drogue, la prostitution et la pauvreté s'étaient peu à peu installés là et ceux qui le pouvaient avaient déménagé. La misère, les drogués, les boutiques fermées qui s'observent partout dans le cœur d'Athènes ne seraient donc pas seulement imputables à la crise.

Par ailleurs, elle me fait comprendre que la plupart des magasins étaient tenus par des propriétaires ou des locataires qui fonctionnaient à crédit. Ils avaient contracté des emprunts, sans doute plusieurs, leurs affaires tournaient grâce à ça, mais quand la faillite de l'État et des banques avait été déclarée, suivie des mesures de baisse de salaires et de pensions, des réformes facilitant les licenciements et le nouveau refus généralisé des banques à accorder autant de crédits qu'avant, alors ces commerçants s'étaient retrouvés avec des dettes importantes qu'ils ne pouvaient plus alimenter. Leur clientèle, elle, s'était mise à moins dépenser. Leur chiffre d'affaire a très vite baissé. S'ils avaient des employés, ces commerçants, ils ont été remerciés. S'ils étaient plusieurs enseignes sur le même créneau, dans le même quartier, dans le même village, la concurrence a dû se changer en compétition, des tensions ont dû naître, des conflits ont peut-être éclaté. Résultat, certains, un grand nombre, ont dû vendre ou arrêter de louer leur local commercial afin de rembourser leur crédit.

Tout ce grand système financier et commercial fonctionne à la confiance, on le sait. C'est comme une bulle éloignée de la réalité : quand elle éclate, elle révèle ses bases fragiles, instables. Quand les particuliers et les entrepreneurs ne peuvent plus emprunter, que les banques n'ont plus assez de liquidités, que l'État n'arrive plus à emprunter sur les marchés, les conséquences ressemblent à des dominos qui s'écroulent les uns après les autres. À la fin, à terre, il n'y a plus qu'un amas éparpillé, confus.

13 septembre. Je me promène dans Larissa. Comme presque partout dans le pays, une boutique sur trois est fermée. Si ce n'est une sur deux. Les vieux bâtiments sont à l'abandon. Personne ne semble vouloir les rénover – et les pouvoirs publics n'ont sans doute pas les moyens de le faire. Ces belles demeures du passé sont très attirantes au regard de mes goûts culturels à moi – mais vraisemblablement ce n'est pas le cas ici. En France, des familles aisées ou les pouvoirs publics (mairie, département, région, État) les auraient rachetées, soit pour leur prestige de bons bourgeois (pour les premiers), soit pour en faire des musées ou des espaces artistiques (pour les seconds). Là non, les volets sont fermés, les herbes hautes ont tout envahi, des graffitis strient les façades, la porte d'entrée est murée, une partie du toit s'est écroulée, des chats squattent les jardins en friches. Les Grecs ont sans doute leurs raisons.

[...]

Je discute avec un passant qui m'a vu prendre une photo. Il m'explique qu'il a tenu une boutique de photo/vidéo, « avant ». « Avant la crise ? » aurais-je dû demander. Je ne lui ai pas posé la question. J'ai du mal à évoquer le sujet de la crise avec les Grecs (ce n'était pas le cas lors de mes deux précédents voyages ici). Je n'ai pas envie de les déranger avec ça. Ils veulent sans doute parler d'autre chose. Voilà ce que je présume. J'ai cette impression. Mais ce « avant » que cet homme m'a sorti raisonne encore dans mon esprit. Ce mot semble désigner une époque désormais révolue. Comme une période qui a existé, mais qui n'est plus, comme un âge d'or auquel on pense et repense, mais qui se trouve derrière soi. « Avant », comme « avant la crise » bien sûr. Comme on peut dire « avant la guerre », « avant la catastrophe », « avant les attentats », sans avoir besoin de nommer les choses. Période pour laquelle on ressent de la nostalgie, en se disant « c'était si bien avant ». Le déclenchement de la crise en 2009 aurait donc créé une rupture. (Mais j'extrapole sans doute).

14 septembre. Dans le train qui mène à Thessalonique. Le nombre de bâtiments à l'abandon le long de la voie ferrée est éprouvant tant il est élevé. Pourtant, ce n'est pas spécifique à la Grèce. Dans ma ville d'origine, celle où j'ai passé plus de vingt ans, le même phénomène était à l'œuvre : les anciens entrepôts ou les vieilles bâtisses appartenant ou affiliés à la société nationale de chemin de fer ont tous fini abandonnés, avant d'être rasés au bout de quelques années. Le tout-camion est devenu la norme du transport de marchandises dans les années 60/70. L'État a commis une énorme erreur en laissant faire cette évolution, ou en l'accompagnant, alors que chacun sait que les trains pour l'acheminement des objets et des produits auraient dû rester la norme – pour préserver l'air. Il suffisait de poursuivre dans ce sens. Les conséquences sont connues, la perte progressive d'une activité économique entraîne l'inutilisation des bâtiments qui servaient à l'activité en question. Ce n'est pourtant pas un effet de la crise. C'est un effet de la bêtise. C'est un méfait même, celui qui résulte de ce fameux « bon sens » économique, qui finit par devenir un « non-sens » écologique.

15 septembre. [...] Je repars en balade. J'emprunte des rues où je ne suis pas encore passé. Les magasins sont si nombreux. Je me demande si les promoteurs immobiliers n'avaient pas vu trop grand, trop ambitieux, en construisant des immeubles comportant en leur rez-de-chaussée autant de locaux commerciaux. Je veux bien croire, ça paraît évident, que ce peuple a le commerce, ou le petit commerce, dans les veines, mais était-ce bien raisonnable que toute la longueur de chaque rue soit bordée de boutiques ? Il me semble qu'en France, il n'y a pas autant de commerces. Cela étant, ce n'est qu'une impression. Je me rappelle qu'en 2008/2009, au moment de la crise des subprimes, un certain nombre avait fermé, mis la clé

sous la porte, la confiance ne régnait plus, les clients ne sortaient plus aussi facilement leur carte bancaire. Cela fait neuf ans que la Grèce est noyée dans cette situation. Combien de temps faudra-t-il pour que tous ces baux inoccupés, à vendre ou à louer, soient ré-ouverts par d'apprentis commerçants ? Combien de temps avant de ne plus voir d'aussi nombreuses pancartes ou stickers Enoikiazetai jalonner sa vue en se promenant ?

[...]

Comme le fait le commandant de police Charitos dans le dernier roman de Petros Markaris, Offshore, et comme me l'a expliqué Marina Rafenberg à Athènes il y a quelques jours, les Grecs reprennent leur voiture pour se déplacer. Ils avaient, malgré eux, redécouvert ces dernières années la marche à pied. Ce serait un des signes de l'amélioration de la situation économique. Ils peuvent à nouveau se payer de l'essence pour circuler. Ce n'est pas probant, mais quand j'ai lu cela puis quand la journaliste me l'a dit, j'ai moi-même eu le sentiment qu'il y avait davantage de voitures en circulation qu'il y a deux et trois ans.

Est-ce une bonne chose d'avoir autant de magasins à disposition ?

Est-ce une si bonne chose d'emprunter aussi souvent son véhicule ?

16 septembre. Plus le bus de ville s'éloigne du centre de Thessalonique, plus la désolation de la crise se donne à voir comme un spectacle répétitif et navrant. Comme à Larissa, les zones commerciales sont sinistrées. En réalité, la proportion de locaux commerciaux fermés est la même que dans le cœur urbain, seulement l'effet ici est plus fort, le caractère sinistre est frappant. Les bâtiments sont vastes : leur intérieur, vidé de ce qu'ils devraient normalement arborer avec tout l'éclat artificiel du mercantilisme, apparaît démesuré.

[...]

Idée. Idée que je développerais, que je serais en mesure de développer, que je pourrais transformer en réalité concrète si, et seulement si, j'étais à moitié Grec, si je parlais grec, si je comprenais dans la chair de mon esprit l'identité culturelle grecque, non par un effort de compréhension, mais instantanément, comme je saisis, par mon vécu, directement, ce qui a trait à la France, le pays dont je suis originaire, dans lequel j'ai vécu, duquel je parle la langue, c'est ainsi. Donc idée, mais idée qui a très peu de chances d'aboutir un jour. Cette idée consisterait à relater sous forme de récit historique romancé (ou littéraire) la généalogie d'une BOUTIQUE GRECQUE.

Une boutique en Grèce.

La narration démarrerait en 2018, à l'été 2018 précisément, ce même mois où le premier ministre grec a déclaré à tous que le pays était sorti de la crise. Au moment où un repreneur se lancerait dans la réouverture d'un magasin. Une boutique est réouverte, sans doute pour vendre d'autres produits que les commerçants précédents.

Je ne sais pas bien pourquoi je m'intéresse tant aux petits commerçants. Peut-être parce que la généalogie d'une lignée de fonctionnaires ne me stimule pas – ou plutôt me donnerait une image morne, ennuyeuse (alors même que, familialement, je me sens bien plus proche des fonctionnaires, que je les connais mieux). Je ne sais pas trop ce qui m'attire autant dans ce secteur d'activités en Grèce, d'ordinaire les boutiquiers ne sont pas mon fort, j'ai tendance à les considérer comme des êtres pourvus d'un esprit étroit, chipoteur, cherchant à atteindre leur chiffre d'affaire plutôt qu'à établir une belle relation désintéressée à autrui – toujours près de leurs sous – toujours à ne voir chez l'individu entrant dans leur magasin qu'un client, ça et seulement ça, et pourtant oui, ici, m'intéresser à l'histoire, à la saga, d'une boutique fermée depuis un moment, ayant connu plusieurs vies, plusieurs bailleurs, plusieurs commerçants, là ça me stimule. J'y vois un bon biais, une bonne entrée, pour évoquer plus

largement le mécanisme de la faillite. La faillite des particuliers, et celle des pouvoirs publics. Les emprunts, les dettes, les crédits à la consommation, les revenus dissimulés au Fisc grec, les enveloppes sous la table, la disparition progressive d'un tissu social de proximité, le patronage des élus locaux, etc. De ce qui se passe en 2010 quand la grande faillite est déclarée dans tout le pays et que les banques qui avaient prêté de l'argent à ces commerçants cessent de le faire, leur coupent le robinet. Le remboursement obligatoire. Comment y parvenir ? Avec ses faibles bénéfices ? Licencié ? Vendre ? Chercher de l'argent ailleurs pour maintenir ouvert son magasin ? C'est sans doute davantage qu'une activité une boutique, non ?

Extraits de mon journal de voyage en Grèce (Septembre 2018)

Comprendre ce qui s'est passé en Grèce depuis 2009, c'est comprendre ce qui se passe en Europe. Quand on liste les réformes qui furent exigées en Grèce ces dernières années, on s'aperçoit assez rapidement que certaines ressemblent à ce que la France met en place depuis les années 1990 : la libéralisation partielle des entreprises publiques (télécoms, autoroutes, énergies, voiries, aéroports, etc) ; la vente des biens publics et du patrimoine national ; l'assouplissement du marché du travail ; le report de l'âge légal de départ à la retraite ; l'influence du marché économique sur l'éducation (autonomie financière des écoles et des universités amenant à ouvrir leur budget aux capitaux privés) ; le recours au mécénat privé dans les politiques culturelles ; la baisse de la fiscalité sur les plus aisés ; la diminution des taxes sur le capital pour attirer les investisseurs privés étrangers ; l'ouverture à la concurrence dans des secteurs qui en étaient épargnés (transports publics, électricité, gaz, acheminement du courrier) ; la dérégulation de certains corps de métiers (notaires, auto-école, surveillance, verbalisation du stationnement urbain) ; En Grèce, tout cela fut dicté en quelques années, par le chantage, mais en fin de compte tous les pays européens, et le nôtre en tête, mettent en pratique la même

politique, sur un rythme plus lent. Une politique qui, sous prétexte de faire baisser la dette publique, favorise les entreprises privées, la liberté d'entreprendre (et de dé-entreprendre), la compétition, le productivisme, la surconsommation.

Je suppose qu'on l'aura compris : je suis contre cette politique. Car il ne s'agit pas uniquement d'économie, de finance, de conditions de travail. Il s'agit en réalité de paix, de cohésion, d'entraide et de respect de notre environnement. C'est à tout cela, à ces bons mots pleins de saveur, que j'aspire. Et je suis persuadé que le libéralisme économique conduit à l'inverse de cette aspiration. Ce système construit des travailleurs et des consommateurs et non des citoyens ; il divise et non rassemble à cause des inégalités sociales qu'il creuse ; il casse les liens de solidarité en promouvant la compétition, empêche de concevoir l'avenir sur le long terme en flattant la rentabilité, pille les ressources naturelles au lieu de les préserver ; Ce système encourage les violences, la délinquance, la criminalité, toujours à cause des différences de revenus qu'il engendre ; il approfondit la précarité par la liberté qu'il offre aux actionnaires et aux entrepreneurs de fermer leur entreprise ; il rompt le peu d'unité que possèdent les peuples en permettant aux possédants d'investir ailleurs, d'ouvrir des usines dans d'autres pays, de ne même plus prétendre faire preuve de civisme à l'encontre de leurs concitoyens ; il oblige à adopter très vite les mêmes objets, la même technologie, les mêmes modes de consommation que tout le monde...

Benjamin Genissel